

**Le 14 mai 2010**  
**Contact n°14**

## **Grève évitée chez Héroux-Devtek Aérostructure**

La grève a été évitée de justesse chez Héroux-Devtek Aérostructure. Une entente de principe est en effet intervenue et elle a été soumise aux membres lundi le 10 mai dernier. Elle a été acceptée dans une proportion de 77,6 pour cent.

«L'entente comporte plusieurs gains,» affirme Pierre Laberge, représentant national des TCA-Québec. « Les salariés bénéficieront entre autres d'une amélioration des paies de séparation en cas de fermeture totale ou partielle, d'une augmentation du fonds de congés-éducation payés et de jours fériés transférables dans l'horaire des salariés, ce qui permettra des congés rémunérés selon l'horaire de travail. Ils auront droit en outre à une cinquième semaine de vacances après 18 ans de service; les horaires de travail ont été modifiés à la satisfaction de l'ensemble des salarié; enfin, des augmentations de 1,5 pour cent, 2 pour cent et 2,5 pour cent seront versées pour chacune des années de la convention collective, en plus d'un bonus de 400\$ à la signature».

Cette convention collective sera d'une durée de trois ans.



## **Entente chez Detroit Diesel**

Le 2 mai dernier, les membres de l'unité Detroit Diesel (DDACE) de la section locale 698 ont ratifié à 93% l'entente de principe qui avait été conclue le 13 avril dernier.

Il y a eu quelques changements aux clauses normatives, notamment lors de déplacements de salarié ainsi que certains changements au niveau de la formation interne. Il y a aussi une lettre d'entente pour un projet pilote concernant un nouvel horaire. Il y a eu une augmentation salariale de 0,10\$ de l'heure par année pour une durée de trois ans, une augmentation de 0,05¢ de l'heure par année pour la contribution de l'employeur au régime de retraite, ainsi qu'aux prestations d'invalidité court terme et long terme. Les membres auront droit à un remboursement (maximum 40\$) aux trois ans pour un examen de la vue. Félicitations à tous les membres du comité pour leur bon travail.



## **Plus de coupes salariales, lancent les travailleurs des usines de pièces automobiles**

Les travailleurs des usines de pièces automobiles représentés par les TCA envoient un message fort aux fabricants de pièces automobiles que le syndicat ne tolérera plus de pression à la baisse sur les salaires.

« Sous la menace de fermeture ou de délocalisation, les employeurs font des propositions scandaleuses à nos membres et essaient de les monter les uns contre les autres », a déploré le président des TCA Ken Lewenza.

Plus de 250 délégués syndicaux et responsables de section locale élus des TCA, du secteur des pièces automobiles, ainsi que les comités de négociation de Chrysler, GM et Ford se sont réunis le 30 avril à Port Elgin, Ontario, pour discuter des défis auxquels sont confrontés les travailleurs d'usines de pièces automobiles.

« Nous partons de cette conférence en envoyant d'une seule voix un message clair aux sociétés de pièces automobiles et aux assembleurs de voitures : trop c'est trop ! », a lancé M. Lewenza.

Il a déclaré que les travailleurs des usines de pièces automobiles ont fourni un travail de qualité supérieure en assurant une productivité toujours croissante à l'industrie. Ils ont également consenti de nombreux sacrifices douloureux au profit des sociétés d'assemblage et de pièces automobiles pendant ces dernières années difficiles pour aider le secteur automobile à survivre.

« Certaines sociétés de pièces automobiles disent que pour assurer l'avenir de notre emploi dans nos usines, nous devons accepter des baisses drastiques de salaires – allant parfois jusqu'à 9 \$ par heure », a relevé Jerry Dias, adjoint au président des TCA, en charge du secteur des pièces automobiles. Cela est non seulement scandaleux, mais aussi illégal car ce chiffre est même inférieur au salaire minimum dans l'Ontario. Bien évidemment, nous allons arrêter cette spirale vers le bas », a relevé M. Dias.

Les délégués de la conférence ont discuté de la situation de l'industrie automobile et des défis à venir. Dans la recherche de solutions, ils ont approuvé l'élaboration d'un plan prévoyant un certain nombre de mesures.



### **Les manifestants des TCA forcent Extendicare à reprendre les négociations**



Randy Smith, président de la section locale 504 des TCA, s'adresse à des manifestants du syndicat massés à l'extérieur du Wyndham Manor, siège d'Extendicare, maison de soins de longue durée, le 29 avril à Oakville, demandant à la société de renoncer au gel des salaires et de reprendre les négociations. La section locale 504 représente 100 travailleurs de Wyndham Manor.

Des centaines de militants des TCA ont vigoureusement manifesté à l'extérieur des locaux d'Extendicare à Oakville, Ontario, le 29 avril, pour protester contre les exigences injustes de l'employeur, qui veut geler les salaires et imposer d'autres concessions aux travailleurs.

La manifestation à cet endroit est la première de ce que le syndicat promet d'être une série de protestations tournantes à l'extérieur des bureaux d'Extendicare à travers l'Ontario.

Les TCA ont catégoriquement rejeté les explications de la société selon lesquelles la nouvelle loi sur les mesures de restriction de la rémunération dans le secteur public dans l'Ontario (projet de loi 16) s'applique à ses employés.

« Nous négocions avec Extendicare – une société privée et très prospère, et non le gouvernement de l'Ontario », a noté Robert Buchanan, représentant national des TCA. « Il est ridicule pour cette entreprise, qui a réalisé 2,2 milliards de dollars de bénéfices l'année dernière, d'essayer de profiter d'une loi gouvernementale pour abuser de ses employés. »

Bien que, sous la loi de l'Ontario, les travailleurs d'Extendicare n'aient pas le droit de grever (comme dans la plupart d'établissements de soins de santé), cela n'a pas empêché les membres des TCA de mener une action et de faire entendre leurs voix, a relevé Nancy McMurphy, présidente de la section locale 302 des TCA et membre du Bureau exécutif national des TCA.

« Nos membres resteront unis face aux injustices de l'employeur. Tenter de voler les salaires de nos membres est une grosse injustice », a déclaré Mme McMurphy.

Les membres de la section locale 504 des TCA à Wyndham Manor ont régulièrement effectué leur période de travail pendant la manifestation, alors que plusieurs centaines de membres du secteur des soins de santé et des autres secteurs représentés par les TCA manifestaient à l'extérieur.

« Le but de ces manifestations n'est pas de perturber ou de compromettre les soins importants que nos membres fournissent aux résidents », a déclaré Mme McMurphy. « Mais nous trouverons des moyens de faire passer notre message de façon audible et claire. »

Les TCA représentent plus de 1 200 travailleurs dans 10 agences d'Extendicare dans l'Ontario.



### **Coup de main au lobby pour le contrôle des armes à feu**

Vingt-huit organisations médicales, d'infirmiers et d'infirmières, de santé et de prévention du suicide et 33 professionnels de ces domaines ont envoyé une lettre ouverte à tous les députés, les appelant à voter contre le projet de loi C-391, qui vise à abolir le registre des armes à feu. La lettre du 28 avril souligne l'importance de ce registre pour aider à prévenir les meurtres domestiques, les accidents et les suicides.

Lors d'une conférence de presse à Ottawa pour rendre publique la lettre, le Dr Alan Drummond, de l'Association canadienne des médecins d'urgence et médecin légiste adjoint de Perth, Ontario, a dit qu'en tant que médecin légiste rural, il n'avait jamais vu une blessure due à une arme de poing. « Cependant, j'ai vu mon lot de blessures et de morts causées par des fusils », a noté Dr Drummond.

« J'ai eu la douleur de mener une enquête sur un double meurtre-suicide découlant de la montée de violences conjugales. Le suicide, contrairement à ce que pense l'opinion publique, est un acte non prémédité. Il est essentiel d'éloigner les fusils des personnes dépressives »

Depuis décembre, les TCA travaillent en collaboration avec le Congrès du travail du Canada pour exercer des pressions sur les députés libéraux et du Nouveau parti démocratique pour qu'ils protègent le registre des armes à feu de toute modification ou attaque de la part des conservateurs.

« Les militants des TCA ont exercé des pressions, envoyé des courriels et appelé les députés libéraux et du NPd à travers le pays qui ont voté pour le projet de loi C-391, un projet de loi d'intérêt privé proposé par le Parti conservateur visant à supprimer le registre des armes à feu. Cette pression commence à porter des fruits », se félicite Julie White, directrice des programmes des femmes des TCA.

Michael Ignatieff, chef de file des libéraux a récemment annoncé que le parti voterait en masse contre le projet de loi C-391. Il est donc maintenant possible que le NPD et le parti conservateur soient responsables de l'abolition du registre des armes à feu.

Le CTC ciblera 12 députés du NPD et mettra tout en œuvre pour les amener à changer de position. Jack Layton, leader du NPD, sera également mis sous pression pour persuader son parti de suivre la voie du Bloc québécois et des libéraux afin de stopper le projet de loi C-391.

« Plus que jamais, les femmes et les enfants de ce pays ont besoin du leadership du NPD. Il y a des années, il a fallu beaucoup de courage de la part d'un petit groupe de citoyens soucieux pour faire adopter une loi sur le contrôle des armes à feu avec la vision que le Canada soit libéré de la violence », a déclaré Mme White. « Aujourd'hui, le NPD a l'occasion d'avoir le dernier mot sur cette importante question de sécurité publique. »

Mme White a encouragé les membres des TCA et d'autres militants à contacter Jack Layton et les 12 députés du NPD qui ont soutenu le projet de loi C-391 pour les exhorter à voter contre cette loi en troisième et dernière lecture.

Pour consulter la liste des députés du NPD, veuillez visiter : <http://www.caw.ca/en/8906.htm> (en anglais).



### **Les travailleurs de Servantage en Colombie-Britannique approuvent la nouvelle entente**

Les travailleurs de Servantage en Colombie-Britannique ont voté à une écrasante majorité pour une nouvelle convention collective de trois ans. Les membres TCA de la deuxième société de nettoyage et d'entretien commerciaux de la province ont voté à 99 % en faveur de la nouvelle entente lors d'une série de réunions qui se sont tenues le 25 avril.

La section locale 3000 des TCA représente 475 travailleurs de Servantage, y compris les nettoyeurs pour travaux lourds et légers. Bon nombre de ces travailleurs nettoient un grand nombre de tours de bureaux au centre-ville de Vancouver.

Les travailleurs de Servantage bénéficieront de hausses de salaire variant de 2,5 à 4 pour cent chaque année de cette entente, de meilleures prestations, et d'une clause d'indexation novatrice les liant à de futures augmentations du salaire minimum provincial.

« Outre les hausses de salaires négociées, les niveaux de rémunération de Servantage augmenteront encore de 60 pour cent de la valeur de toute future augmentation du salaire minimum », a relevé Jean Van Vliet, présidente de la section locale 3000 et membre du Bureau exécutif national des TCA. « Notre syndicat est préparée à mener une action à la table de négociation si le gouvernement ne fait rien pour augmenter la rémunération des travailleurs à faible revenu », a-t-elle ajouté.

Les rémunérations à Servantage varient de 10,18 à 16,95 dollars de l'heure et toutes les prestations sont payées intégralement par la société. De nombreux travailleurs non syndiqués dans le secteur du nettoyage et de l'entretien commerciaux gagnent bien moins et tireraient avantage de ce type de convention collective qui prévoit des augmentations allant au-delà de toute hausse du salaire minimum.

« Les travailleurs sont très satisfaits de cette entente », a noté Paramjit Birak, délégué syndical en chef. « Nous invitons tous les travailleurs de cette industrie à adhérer au syndicat pour que nous continuions de lutter pour la hausse de la rémunération et des prestations des travailleurs du secteur du nettoyage et de l'entretien », a-t-il ajouté.



### **La conférence des présidents des TCA**

Plus de 200 présidents de sections locales et représentants nationaux sont venus de tout le pays, y compris Québec, pour la conférence des présidents des TCA qui s'est tenue du 27 au 29 avril à Port Elgin, Ontario. La conférence était la première de son genre pour les TCA depuis presque 20 ans.

Dans son discours inaugural, Ken Lewenza, président des TCA, a souligné les grandes questions qui préoccupent le syndicat, notamment la baisse du nombre des membres occasionnée par les licenciements et les fermetures. M. Lewenza a également relevé la réussite des récentes campagnes de recrutement et a insisté sur l'importance de développer la diversité dans les sections locales, en particulier parmi les responsables élus. Il a encouragé les présidents locaux à penser à leur vision de l'avenir du syndicat, particulièrement à la veille du 25<sup>ème</sup> anniversaire qui sera célébré en août pendant le Conseil conjoint des TCA.

Peter Kennedy, secrétaire-trésorier, a présenté le bilan financier et affirmé que pendant que le syndicat prend des mesures pour s'adapter, il faudra continuer d'être créatif aux niveaux national et local, notamment dans le contact avec les membres.

Bill Murnighan, représentant national des TCA à la recherche, a également présenté un exposé sur la composition des sections locales. Selon ses recherches, 95 des 236 sections locales des TCA comptent moins de 200 membres (quatre dans 10 sections locales), soit seulement 4 pour cent du nombre total des membres des TCA, tandis que 44 pour cent des membres des TCA appartiennent à de très grandes sections locales de

plus de 3 000 membres, dont 15 sections locales. Dans les TCA, il existe 137 sections locales fusionnées et 99 sections locales simples.

Les participants ont pris part aux ateliers et groupes de discussions régionaux, où les présidents des sections locales ont élaboré des plans pour une collaboration plus étroite entre les sections locales, en particulier dans leur région géographique. Les directeurs régionaux seront désormais chargés d'organiser des réunions régionales régulières pour faciliter une meilleure communication entre les branches nationales et locales du syndicat.

« À mon avis, la chose la plus intéressante a été l'opportunité de travailler en réseau avec les autres présidents locaux. On a pu voir qu'on n'était pas seul face aux enjeux », a reconnu Rob Giles, président de la section locale 4503 des TCA, située à Valley, Nouvelle-Écosse, à une heure et demie au nord de Halifax. Giles a observé que les réunions régionales étaient également une belle opportunité de rencontrer les responsables locaux de la même région et de découvrir les services et produits fournis par les membres des TCA.

Don MacLeod, président de la section locale 111 des TCA, a noté que la conférence a permis aux présidents de discuter et d'échanger. « Souvent, nous n'avons pas ou ne prévoyons pas le temps pour se rencontrer », a remarqué MacLeod, qui représente les travailleurs du transport en commun du sud de la Colombie-Britannique continentale. « Si les présidents des sections locales travaillent ensemble pour résoudre les problèmes ou pendant les campagnes, nous en serons plus forts. »

L'idée d'organiser une conférence des présidents a vu le jour dès l'élection de M. Lewenza en tant que président nationale en septembre 2008.



### **Piquetage d'information sur les pensions au centre-ville de Toronto**

Le 4 mai, les membres des TCA venus de toute la région du Grand Toronto ont tenu un piquetage d'information au centre-ville de Toronto, devant le site où le ministre fédéral des Finances Jim Flaherty a prononcé un discours à l'occasion d'un symposium organisé par l'Institut de recherche en politiques publiques. Les membres d'autres syndicats affiliés ont également donné un coup de main en distribuant des dépliants.



En sortant de leurs lieux de travail au centre-ville, les passants ont reçu des feuillets d'information leur demandant de donner leurs suggestions pour la réforme du système des pensions du pays. De nombreuses personnes ont signalé qu'elles n'avaient pas de régime de pension au travail et étaient effectivement inquiètes au sujet de leur retraite.

Les TCA étaient là pour manifester contre le nombre très limité de consultations publiques sur les pensions. Le syndicat invite le ministre des Finances Jim Flaherty à multiplier les consultations publiques pour que les Canadiens et les Canadiennes à travers le pays puissent exprimer leurs points de vue sur la réforme des pensions. Pour plus d'informations concernant la campagne sur les pensions en cours, veuillez visiter : <http://www.caw.ca/en/7978.htm> (en anglais).



### **Célébration du 40<sup>ème</sup> anniversaire du Jour de la Terre**



Le 18 avril, plus de 50 bénévoles ont planté des arbres près de l'usine d'assemblage de Windsor. L'événement a reçu l'appui des sections locales 444 et 195 des TCA, de l'Office de protection de la nature de la région d'Essex (ERCA), de la ville de Windsor, du comité mixte sur l'environnement de travail (JWEC) de Chrysler, de lycéens et même de voisins venus aider.

La Semaine de la Terre continue de prendre de l'ampleur à l'usine d'assemblage de Windsor, relève Richard St. Denis, représentant du JWEC de la section locale 444 des TCA.

Les activités de la Semaine de la Terre ont démarré pour les militants de Windsor, Ontario, par la troisième phase du programme communautaire de plantation d'arbres. Durant cet événement, 157 arbres ont été plantés par des bénévoles autour de l'usine d'assemblage de fourgonnettes de Windsor.

L'objectif à long terme du groupe est de planter des arbres sur l'ensemble des espaces verts autour de l'usine. L'ERCA a pris des dispositions pour fournir des arbres indigènes et les bénévoles se sont chargés de la plantation. Plusieurs lycéens ont obtenu des heures de bénévolat pour leur aide et des voisins ont aussi apporté leur contribution.

Durant la Semaine de la Terre, le JWEC a tenu des sessions de sensibilisation dans douze endroits différents autour de l'usine pour informer le plus grand nombre possible des 4 600 membres qui travaillent en

trois équipes, a indiqué St. Denis. Le JWEC a également organisé un tirage avec 62 prix offerts par les sections locales 444 et 195 et l'usine d'assemblage de Windsor.



### **Solidarité pour les travailleurs de St. Marys : rassemblement le 18 mai**

Les membres des TCA de l'Ontario sont invités à participer au rassemblement du mardi 18 mai à Bowmanville pour soutenir les travailleurs de la cimenterie de St. Marys, qui sont en grève contre les concessions exigées par la société.

L'employeur refuse de négocier un accord juste et équitable et exige que les travailleurs renoncent à leur régime de pensions pour adopter un régime de cotisations de la société. Ken Lewenza, président national des TCA, appelle à une gigantesque manifestation pour soutenir ces membres de la section locale 222 le 18 mai à 11 heures, au 400, chemin Waverly sud à Bowmanville (Ontario).

Il est également demandé aux sections locales des TCA d'apporter leur soutien financier aux 87 membres de la section locale 222.

Les travailleurs sont entrés en grève le 14 mars. L'employeur réclame la suppression du régime de pensions en plus d'autres concessions sur le travail et les prestations. « Malgré les énormes bénéfices de cette société brésilienne, celle-ci est déterminée à humilier ce groupe de travailleurs et à les dépouiller de leur argent durement gagné au fil des années », a déploré M. Lewenza.

Il a encouragé les sections locales à apporter tout leur soutien financier et à envoyer leurs messages de solidarité. Les chèques doivent être établis à l'ordre de la section locale 222 des TCA et envoyés à Chris Buckley, président de la section locale 222 des TCA, 1425, Phillip Murray Avenue, Oshawa (Ontario) L1J 8L4.



### **Nomination de Colin Heslop, membre des TCA, au Conseil des nominations à l'Ordre des métiers**

Colin Heslop, directeur des métiers spécialisés des TCA a été nommé, sauf révision de la décision, au Conseil des nominations à l'Ordre des métiers par le Comité permanent sur les organismes gouvernementaux.

L'Ordre place les métiers spécialisés au même niveau que les enseignants, les médecins et les infirmiers et les infirmières, qui ont leurs propres ordres de régulation. Il a été créé après des réflexions et consultations publiques. La Loi sur l'Ordre est entrée en vigueur le 28 octobre 2009. L'Ordre sera mis en œuvre progressivement et sera complètement opérationnel en 2012.

Le Conseil des nominations, composé de neuf personnes, fera office de Conseil des gouverneurs pendant la phase de transition. La structure de gouvernance de l'Ordre des métiers comprend le conseil des gouverneurs, quatre conseils sectoriels (construction, industrie, services et force motrice), les conseils des métiers et la liste des arbitres pour les comités d'examen. Les membres de l'Ordre seront composés de compagnons, d'apprentis et d'employeurs.



### **Nomination de Les Holloway au Conseil économique du Premier ministre de la Nouvelle-Écosse**

Les Holloway, directeur de la région de l'Atlantique des TCA, a été nommé au Conseil économique du Premier ministre de la Nouvelle-Écosse, Darrell Dexter.

Holloway est l'un des 19 Néo-écossais issus des secteurs du travail, des affaires et du bénévolat, qui ont été nommés au Conseil. Le Conseil donnera son avis au gouvernement sur les stratégies de dynamisation de l'économie et accueillera également la rétroaction sur les initiatives gouvernementales destinées au développement de la main-d'œuvre et à la gestion budgétaire.

Il sera réuni au moins trois fois par an.

